

## La vie des sociétés

## Nouvelles constitutions

## Leider Lis s.à r.l.

Siège social: 2, rue Nolstein,  
L-9188 Vichten  
Capital social: 12.500 EUR  
(125 parts)

Associée: Lis Leider,  
demeurant à L-9188 Vichten

Objet: le commerce en gros et en détail de fleurs et de plantes; l'achat et la vente d'accessoires et d'articles de décoration, ainsi que toutes mesures et toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, utiles à l'accomplissement et au développement de l'objet social

Date de constitution: 15/09/2008

## Ilan's s.à r.l.

Siège social: 15, rue Halanzy,  
L-1712 Luxembourg  
Capital social: 15.000 EUR  
(100 parts)

Associé: Alain Gorge, commerçant, demeurant à

L-1712 Luxembourg-Beggen

Objet: l'exploitation d'un débit de boissons avec établissement de restauration, ainsi que toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent paraître utiles dans l'accomplissement de l'objet social

Date de constitution: 12/09/2008

## TecIOLux s.à r.l.

Sitz: 9B, rue de la Libération,  
L-8245 Mamer

Kapital: 12 500 EUR (125 Anteile)  
Gesellschafter: Sabrina Kappler,  
Angestellte, wohnhaft in  
D-66539 Neunkirchen (Saar)

Zweck: der Handel mit medizintechnischen Produkten, ophthalmologischen Produkten und Kosmetika, sowie sämtliche mobiliare und immobilare Geschäfte auszuführen, die zur Vervollkommnung des Hauptgeschäftszweckes dienlich sein können

Gründung: 05/09/2008

## Retrouvilles Concept s.a.

Sitz: 6, rue Pierre Risch,  
L-5450 Stadtbredimus

Kapital: 32 000 (3 200 Aktien)  
Aktionäre: 1) Jorge Manuel

Simoes, Verwalter, wohnhaft in L-5450 Stadtbredimus, 3 000 Aktien, 2) André Harpes, Jurist, wohnhaft in L-5405 Bech-Kleinmacher, 200 Aktien

Zweck: die Bauträgerschaft für Privat- und Geschäftsbau sowohl im Neubau als auch in der Renovierung von immobilarem Gut; die Verwaltung von immobilarem Gemeinschaftseigentum; die beratende Tätigkeit für Subunternehmer im Rahmen des eigenen Geschäftszweckes; die Erstellung von EDV-Verwaltungsprogrammen sowie Netzapplikationen

Gründung: 14/08/2008

## GKA s.à r.l.

Sitz: 10, Kierchstrooss,  
L-9753 Heinerscheid

Kapital: 12 500 EUR (100 Anteile)  
Gesellschafter: Thomas Nahrings,  
Diplom-Ingenieur, wohnhaft in  
D-54595 Prüm

Zweck: Der Zweck der Gesellschaft ist ein Ingenieurbüro für Hoch- und Tiefbau

Gründung: 29/07/2008

## Microfinance: l'exemple malien

## Une graine est semée

Un nouveau projet stimulera le développement de la microfinance en milieu rural

PAR NADIA DI PILLO

**En dépit des efforts conjugués des bailleurs de fonds et des gouvernements, la microfinance rurale continue d'occuper une place négligeable dans le secteur de la microfinance au Mali. Le projet «Fair» (Fonds d'appui aux initiatives rurales) de SOS Faim Luxembourg vise à favoriser le développement du microcrédit en milieu rural.**

«Il s'agit d'une expérience-pilote visant à renforcer l'accès à différents types de crédits aux riziculteurs de l'Office du Niger», résume la présidente de SOS Faim Luxembourg Monique Kieffer-Kinsch. Le projet se veut «une initiative concrète et innovante» dans le domaine de la finance rurale en associant les deux partenaires stratégiques de l'ONG au Mali, à savoir Kafo Jiginew, le plus gros réseau d'épargne et de crédit d'Afrique de l'Ouest et le Sexagon, la principale organisation paysanne de la région fluviale et rizicole de l'Office du Niger. Le projet, en cours d'instruction, se concentrera sur des «filères agricoles porteuses, pouvant accroître les revenus des producteurs».

Pour le directeur général de Kafo Jiginew, Alou Sidibé, le projet tombe au bon moment. «Le Fair s'inscrit parfaitement dans le cadre de la diversification rurale que nous avons entamé. Il reflète notre choix stratégique qui consiste à mieux couvrir des régions à fort potentiel, à commencer par l'Office du Niger». Une stratégie qui est aussi celle du gouvernement malien. Celui-ci a lancé récemment «l'initiative riz» dont l'objectif est de doubler la



La présidente de SOS Faim Luxembourg, Monique Kieffer-Kinsch au siège social de Kafo Jiginew à Bamako. (PHOTO: N. DI PILLO)

production de riz pour la consommation nationale mais aussi pour l'export. «Dans l'Office du Niger, le potentiel des terres aptes à être irriguées est estimé à un million d'hectares, ce qui représente le potentiel le plus élevé de cette partie du continent. Or, actuellement, nous n'avons même pas mis en valeur 100.000 hectares», précise Alou Sidibé.

Même constat au sein du Sexagon: «Le riz est une production sûre, avec l'existence d'un marché national et local très important. Déjà à l'heure actuelle, il représente 30 % de la production céréalière du Mali», explique Falary Boly, secrétaire général du Sexagon. Pourtant, les contraintes auxquelles font face les acteurs de la

microfinance en milieu rural sont nombreuses: absence de produits et services financiers adaptés aux besoins des populations, problème de non-remboursement, risques climatiques, économiques et sociaux, etc...

Pour pallier à ces insuffisances, «il est aujourd'hui nécessaire de créer des produits de microfinance adaptés au monde rural et de développer les capacités entrepreneuriales des paysans», estime Falary Boly.

Au final, la présidente de SOS Faim Luxembourg repart convaincue de l'efficacité du microcrédit: «J'ai eu l'occasion de prendre connaissance du fonctionnement et des résultats de ces petits crédits accordés aux agriculteurs. Je

me suis rendue compte que cela contribuait à l'amélioration des conditions socio-économiques des plus pauvres».

Le projet «Fonds d'appui aux initiatives rurales» tient aussi compte de la forte demande de capitaux à long terme. La plupart des crédits accordés aujourd'hui le sont à très court terme (pour trois à six mois). Or, beaucoup d'exploitations agricoles ont besoin d'investissements à long terme. Monique Kieffer-Kinsch est convaincue que le projet Fair portera ses fruits à long terme.

«Nyo dan né tè fèren donni dugudiè cè». Cet adage bamana signifie tout simplement: la graine semée ne pousse pas du jour au lendemain...



## TROIS QUESTIONS A

Falary Boly est le secrétaire général du Sexagon, le syndicat des riziculteurs de la région de l'Office du Niger. Il mesure l'impact du microcrédit sur les paysans.

**1 Depuis que les riziculteurs ont accès au microcrédit, leurs conditions de vie se sont-elles améliorées?**

La plupart des paysans sont d'avis que le crédit leur procure un grand avantage. Ils ont accès plus facilement aux engrais, au matériel de production, ils peuvent agrandir leur ferme. C'est une source de revenus qui engendre d'autres revenus. Le plus grand avantage du microcrédit est qu'il est proche du producteur.

**2 Quels sont les problèmes cruciaux à résoudre?**

Il y a parfois une certaine incompréhension entre les agents de crédit et le bénéficiaire. C'est un manque de communication réel qui pose beaucoup de soucis, notam-

ment au niveau du rééchelonnement de la dette. Je pense aussi qu'il faut mieux associer les paysans à l'élaboration des projets. Il arrive parfois que les paysans soient associés, mais ils n'ont pas assez de formation pour bien comprendre les enjeux. Il faut faire un effort au niveau de la formation.

**3 Qu'attendez-vous du projet Fair?**

Le Fair va nous apporter la crédibilité dont nous avons besoin auprès des autorités maliennes. Certaines institutions essaient encore de nous intimider et lancent des projets sans consulter les populations concernées. Grâce au projet Fair, auquel nous sommes étroitement associés, nous espérons faire entendre notre voix.

■ Interview: Nadia Di Pillo

Donateurs,  
qu'en-pensez-vous?

Trois donateurs livrent leurs impressions

Plusieurs donateurs qui ont participé à la mission de SOS Faim Luxembourg au Mali ont accepté de nous livrer leurs impressions sur l'avancement des projets et sur l'impact du microcrédit en général.

Marc Cesarini (Walferdange): «J'étais déjà convaincu de l'utilité du microcrédit, maintenant je le suis encore davantage. Les personnes rencontrées dans les villages m'ont assuré que le crédit améliorerait leurs conditions de vie. Il faut dire que le microcrédit, tel qu'il est pratiqué ici, demande une épargne préalable, l'adoption d'un réflexe d'épargne qui permet de rembourser régulièrement les crédits. Or, ce n'est pas un réflexe qui s'acquiert facilement. Les cas de non-remboursement ne sont pas exceptionnels. Je fais confiance au projet Fair parce qu'il fait intervenir des acteurs qui ont déjà une longue expérience du microcrédit au Mali. Que ce soit Kafo Jiginew ou le Sexagon, il s'agit d'acteurs extrêmement professionnels».

Félix Büchler (Steinsel): C'est la deuxième fois que je me rend compte de la problématique du microcrédit sur le terrain. La première fois, c'était au Bénin, où j'ai pu constater des résultats vraiment concrets dans le domaine agricole et commercial. Au Mali, les résultats obtenus par les bénéficiaires de crédit sont un peu moins visibles. Néanmoins, ce n'est qu'un début. Le projet «Fair» dessine une vision à long terme. Les projets de microcrédit ne sont encore qu'en voie de développement. Un bon contrôle des activités de microfinance me semble être une condition sine qua non pour la réussite des projets».

Viviane Büchler (Steinsel): «Le microcrédit est très efficace lorsqu'il est bien encadré et soumis à des règles bien précises. J'apprécie surtout le fait que le crédit est proche des bénéficiaires directs et ne passe donc pas par une ribambelle d'organisations internationales, souvent très inefficaces».